

Des «demandes» à Ottawa

François Legault s'estime le mieux placé pour négocier avec le fédéral

Jean-Marc
Salvet
jmsalvet@lesoleil.com



Après le plaidoyer souverainiste de sa dernière recrue, François Rebello, le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, rajuste le pendule. Il a nommé le très fédéraliste Éric Caire au poste de responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes de son parti.

Les neuf députés caquistes ont tenu leur toute première rencontre officielle au parlement, hier, en compagnie de François Legault. Le groupe a passé plusieurs heures à préparer la rentrée parlementaire du 14 février.

S'il n'est aucunement question de rouvrir le dossier constitutionnel — une position inscrite dans l'ADN de la CAQ —, M. Legault a assuré que son parti ne resterait tout de même pas les bras croisés sur le front des relations entre le Québec et le gouvernement canadien. En réponse aux questions des journalistes, il a affirmé que son programme électoral inclura une série de «demandes» à Ottawa. Il sera plus large, donc, que le cahier de 20 actions présenté en novembre, puisqu'il doit aussi inclure des propositions en environnement et sur le développement régional.

Le rapatriement de tous les pou-

voirs en matière de culture et de communication et celui des prérogatives du gouvernement fédéral en ce qui a trait à la formation de la main-d'œuvre ont été évoqués.

«Je veux être bien clair, a toutefois insisté M. Legault : on va avoir des demandes face à Ottawa, mais notre objectif n'est pas de signer la Constitution. Je ne veux pas qu'il y ait d'attente de ce côté-là.»

François Legault privilégie le mot *demande* à celui de *revendication*. Il s'estime bien placé pour obtenir gain de cause.

Lorsqu'il cogne à la porte d'Ottawa, le premier ministre du Québec, Jean Charest, doit «faire attention parce que si ça finit mal, ça pourrait nuire à son option fédéraliste, a-t-il raillé. Et quand le Parti québécois négocie avec Ottawa, il doit faire attention que ça ne finisse pas trop bien, parce que ça pourrait nuire à son option...»

« Notre objectif n'est pas de signer la Constitution. Je ne veux pas qu'il y ait d'attente de ce côté-là »

— François Legault

Le point de presse de François Legault visait deux objectifs : présenter les responsabilités des députés caquistes et faire savoir aux Québécois que la Coalition avenir Québec entend être reconnue comme groupe parlementaire.

La CAQ réclame un temps de parole proportionnel à son poids à l'Assemblée nationale et un budget de fonctionnement que le nouveau chef parlementaire du parti, Gérard Deltell, a qualifié de «conséquent». Les deux hommes ont l'ambition de positionner leur formation comme la véritable opposition au gouvernement Charest. Le Parti québécois serait, selon eux, incapable de jouer ce rôle, miné qu'il est par ses querelles internes.

Le Parti québécois rechigne toujours à accorder à la CAQ le temps de parole qu'elle revendique, soit neuf interventions par cycle de sept périodes de questions, ainsi que le «budget parlementaire de fonctionnement» sur lequel elle compte, soit quelque 400 000 \$ par année.

Le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chagnon, tranchera une partie du nœud gordien le 14 février.

Selon des experts, il est vraisemblable que les élus caquistes soient simplement identifiés comme «dé-

putés indépendants représentant le parti Coalition avenir Québec» jusqu'aux prochaines élections générales.

LE CABINET FANTÔME



Gérard Deltell

Le député de Chauveau assumera le rôle de chef parlementaire. Il sera aussi responsable des ressources naturelles, de la faune et du Plan Nord, en plus d'être le porte-parole de son parti pour tout ce qui concerne la Capitale-Nationale.



Sylvie Roy

La députée de Lotbinière agira comme leader parlementaire. Elle sera critique de son parti en matière de justice, de sécurité publique, de transports et de condition féminine.



Benoît Charette

Le député de Deux-Montagnes a été nommé président du caucus. Il sera le porte-parole du parti dans les dossiers suivants : culture et communications, immigration et communautés culturelles, affaires autochtones, relations internationales et francophonie.



François Bonnardel

Le député de Shefford donnera la réplique au ministre des Finances et du Revenu, Raymond Bachand, ainsi qu'à celui de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc.



Éric Caire

Le député de La Peltrie talonnera le gouvernement dans les dossiers de l'éducation, du loisir, des sports, de la jeunesse, en plus d'être responsable des affaires intergouvernementales canadiennes, de la réforme des institutions démocratiques et de l'accès à l'information.